

Jean-Pierre BARBIER, directeur de département -Méditerranée et Moyen-Orient de l'Agence Française de Développement

« Plus le prix du pétrole augmentera et plus les projets d'économie d'énergie seront rentables »
« Les investissements énergétiques devraient être soutenus avec des prêts compétitifs et moins coûteux par rapport au marché »

Economia : Quel intérêt accordez-vous à cette conférence internationale ?

J.P.Barbier : Avant tout, nous organisons cette conférence dans l'objectif de dynamiser les efforts et les mécanismes de la maîtrise de l'énergie. En effet, cette manifestation internationale organisée conjointement par l'AFD (Agence française de développement) et l'ANME (Agence nationale de maîtrise de l'énergie) vise à rassembler les professionnels du secteur énergétique, notamment les Tunisiens et les Français mais également, les professionnels maghrébins dont les Algériens et les Marocains. L'objectif de cette rencontre est de dynamiser l'échange d'expériences entre les professionnels des secteurs privés et publics et les bailleurs de fonds (AFD, Banque Mondiale, PNUD), particulièrement en matière de financement de programmes d'efficacité énergétique.

Quelles sont les principales thématiques débattues ?

Les principales questions soulevées lors de la conférence sont multiples. Il s'agit essentiellement du thème de l'efficacité énergétique dans le domaine de l'industrie, de transport, de l'habitat, et de l'immobilier. La Tunisie est plutôt en avance par rapport aux autres pays dans la maîtrise de l'énergie. Elle a été l'un des premiers pays africains qui a pris l'initiative de créer une Agence de Maîtrise de l'énergie. En plus, un fonds a été créé spécialement pour soutenir les entreprises voulant rationaliser leurs coûts d'énergie ou bien opter pour une nouvelle ressource énergétique telle que le gaz.

Pourquoi la Tunisie ?

Nous avons choisi la Tunisie pour organiser cette conférence internationale vu que l'ANME et les responsables du pouvoir public ont accordé une attention accrue à la maîtrise du coût de l'énergie. Par ailleurs le 11^{ème} plan du développement a davantage fixé des objectifs quantitatifs en terme de découplage entre la croissance de la charge de l'énergie et la croissance économique.

Comment évaluez-vous l'état énergétique en Tunisie ?

D'abord, le monde se mobilise pour proposer des issues et des solutions afin d'anticiper le problème du réchauffement climatique dont les causes principales renvoient à l'excès d'utilisation des carburants fossiles polluant avec ses dégagements gazeux l'environnement et qui ont des effets néfastes sur la couche d'ozone. En Tunisie, on observe que le bilan énergétique depuis 1995 est déficitaire. Les importations en carburants fossiles sont en augmentation d'une année à l'autre. Ce qui a ramené les experts tunisiens à réduire le coût d'importation qui pèse lourdement sur la facture d'importation et entraîne un déficit commercial. Par ailleurs, la maîtrise de l'énergie sert à minimiser les effets indésirables de la pollution qui menacent l'équilibre écologique.

Par ailleurs, le fonds qui a été mis en place est limité par ses moyens. Il ne couvrira que 16 % des investissements nécessaires pour le 11^{ème} plan dans le domaine de la maîtrise de l'énergie.

Comment peut-on assurer les 84 % des investissements qui manquent ?

On veut faire valoir l'importance des projets de la maîtrise de l'énergie. Du côté des bailleurs de fonds internationaux qui oeuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des populations comme le PNUD, la BAD, les projets de maîtrise de l'énergie contribuent à réduire la pauvreté et favorisent aussi l'accès à l'électricité. Cela est nécessaire à la croissance économique.

Par l'efficacité énergétique, on réduit le prix de l'énergie.

Tous les résultats obtenus à travers l'efficacité énergétique permettent de réduire le recours aux énergies fossiles qui polluent le climat.

Quelles sont les mesures à prendre pour inciter tous les intervenants à adhérer aux programmes de rationalisation de la consommation de l'énergie ?

Le secteur privé peut participer dans le financement des projets de la maîtrise de l'énergie. Ils peuvent

prendre en compte dans l'aménagement des logements publics les aspects de maîtrise de l'énergie comme la construction des logements économes qui sont correctement isolés dont la chaleur et le froid n'y ont pas accès. Mais ces bâtiments spécialisés coûtent un peu plus cher. A cet effet, plus d'incitations fiscales et des encouragements financiers pour les promoteurs ont été préconisés.

L'encouragement à l'acquisition des chauffe-eau solaires doit continuer pour que cet instrument économe d'énergie soit généralisé dans toutes les familles tunisiennes. Il faut bénéficier de réductions et des prises en charges pour ce type de produits économiques d'énergie. L'orientation massive des consommateurs vers des nouvelles ressources énergétiques nécessite un changement de leurs comportements et pratiques. Par ailleurs, les efforts de la maîtrise de la consommation de l'énergie peuvent rapporter leurs fruits en mettant en place un programme de promotion des investissements matériels et surtout immatériels.

Qu'en est-il des investissements matériels et immatériels?

Concernant les investissements immatériels, il s'agit d'inciter les acteurs économiques et les grands consommateurs de l'énergie à appliquer la mise à niveau industrielle en intégrant de nouveaux équipements et machines économiques de l'énergie. Cela va minimiser même le coût de l'énergie consommée par l'entreprise. Pour les investissements matériels, les organismes gouvernementaux comme l'ANME et internationaux comme l'AFD et les bailleurs de fonds comme les banques sont invités à financer des programmes d'études et de formation et des subventions pour les entreprises voulant réduire leur coût d'énergie fossile. Pour l'AFD, nous tenons à assister ces entreprises dans leurs investissements visant la réduction de leur consommation énergétique en subventionnant les programmes de formation de leurs cadres et des audits environnementaux pour changer le mode d'utilisation de l'énergie.

Quels sont les secteurs les plus concernés par la réduction de la consommation d'énergie?

Les hôtels, grands consommateurs d'énergie, sont les plus concernés par le programme de mise à niveau énergétique. Les investissements énergétiques devraient être soutenus par des prêts compétitifs et moins coûteux par rapport au marché.

Le transport, en tête de la liste toujours des secteurs absorbants des carburants fossiles, devrait changer sa stratégie à long terme en favorisant le transport commun non consommateur de l'énergie fossile tels que le métro léger.

Quel sera le rôle de l'AFD dans le soutien du financement des investissements énergétiques ?

Nous allons continuer à soutenir les organismes tunisiens à savoir la STEG à s'investir dans des énergies renouvelables comme celle du Gaz. Nous allons financer les programmes d'extension de gaz conduits par la Steg. C'est une nouvelle source moins polluante. A chaque fois qu'on réduit la consommation de l'énergie, on réduit le taux de pollution.

Pouvez-vous recommander des solutions pour la Tunisie ?

Toujours, il y a des solutions miracles. Il faut mobiliser tous les moyens disponibles. Il faut associer le plus tôt possible le financement public et privé des investissements énergétiques ayant une forte rentabilité économique. Le secteur privé est invité à investir dans ce secteur prometteur. Les bailleurs du fonds devraient soutenir ce type d'investissements à travers des prêts qui n'endettent pas les entreprises.

Si la Tunisie a de bons programmes, elle trouvera le financement parce que les bailleurs des fonds sont très intéressés par ce projet.

Plus le prix du pétrole sera augmenté plus les projets d'économie d'énergie seront rentables.

Propos recueillis par IM
